

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 142 (1997)
Heft: 12

Artikel: Il y a deux cents ans... : Radicaux et conservateurs suisses s'affrontent : c'est la guerre du Sonderbund
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345838>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 20.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Il y a deux cents ans...

Radicaux et conservateurs suisses s'affrontent : c'est la guerre du Sonderbund

Par le colonel Hervé de Weck

Dans les années 1840, le pays se coupe en deux : d'un côté, une douzaine de cantons radicaux, de l'autre, une dizaine de cantons restés ou redevenus conservateurs. Alors qu'à l'époque de la Régénération, les violences politiques, dans certains cantons, s'expliquaient par la volonté de conquérir le pouvoir, les tensions politico-religieuses débouchent, la décennie suivante, sur des soulèvements armés ou des levées de corps-francs. En novembre 1847 commence la dernière guerre civile que l'on ait connu en Suisse.

Attitudes politiques des leaders et des populations

Les idées des leaders – conservateurs ou radicaux – et leurs objectifs diffèrent profondément des exigences, des craintes et des sentiments des populations. Cela ne se sent pas dans les discours publics des tribuns, car ils doivent motiver et pousser à l'action des masses encore frustrées, peu formées, intolérantes, sans pouvoir leur parler des véritables problèmes qu'elles ne comprendraient pas. Dans les années 1840, certains notables fribourgeois, par calcul ou par conviction, exploitent le vieux thème contre-révolutionnaire de la religion en danger.

Les populations des cantons suisses, qu'elles soient catholiques ou protestantes, conservatrices ou radicales, manifestent une violence naturelle beaucoup

plus élevée qu'aujourd'hui. Dans la mesure où des meneurs charismatiques interviennent, il suffit d'un rien pour qu'elles se soulèvent contre les autorités et provoquent des troubles. En octobre 1847, deux commissaires fédéraux, Stockmar et Delarageaz, se rendent à Fribourg pour proposer une solution pacifique ; ils se disent frappés par l'esprit résolu des populations, entraînées par le clergé qui insiste sur la légitimité de la cause catholique et exploite la piété populaire. L'évêque, monseigneur Marilley, y mobilise le clergé et les fidèles pour la cause du Sonderbund. Les droits de l'Eglise, la sauvegarde d'un régime et l'affirmation d'un peuple catholique ne font qu'un. C'est pour la liberté religieuse confondue avec celle du canton que les fidèles sont sommés de se lever en masse.

Chez les dirigeants conservateurs, il y a un ul-

tramontanisme, marqué à la fois par la fidélité à la tradition postridentine et par l'antilibéralisme du Vatican. Le pape, chef spirituel et chef d'Etat, sent ses Etats pontificaux menacés par la volonté d'unité qui se développe en Italie. Il est donc tenté d'utiliser son autorité spirituelle pour combattre ses « adversaires politiques » et rallier le monde catholique. Pourtant, la grande majorité des leaders conservateurs ne sont pas des réactionnaires bornés, hostiles à tout progrès.

En revanche, ils se rendent compte qu'un Etat fédératif en Suisse poserait des problèmes à leur Etat cantonal souverain. La suppression des douanes et des péages cantonaux ne mettrait-elle pas en péril l'équilibre budgétaire de cantons comme Uri, le Valais ou Fribourg ? Serait-il possible de combler ces pertes financières avec des

impôts prélevés sur des populations très pauvres ? A une époque d'intolérance politique et religieuse, les leaders conservateurs ne peuvent-ils pas craindre que, dans un Etat fédératif, ils se trouvent majorisés par les protestants et les radicaux ? Ces problèmes ne doivent pas faire oublier que l'alliance du Sonderbund, les attitudes foncièrement fédéralistes qu'elle sous-tend sont contraires à l'intérêt national, car elles font obstacle à une transformation sans laquelle la Suisse ne pourrait continuer à exister.

Les leaders radicaux, imprégnés du rationalisme libéral du XVIII^e siècle, veulent supprimer les dernières structures médiévales et créer un Etat fédératif. Pour ce faire, ils ne respectent pas forcément l'état de droit et n'hésitent pas à utiliser la force ou la stratégie du coup d'Etat. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre leur attitude « révolutionnaire ».

La montée des passions politico-religieuses

Les articles de Baden en 1834, tentative de huit gouvernements libéraux de soumettre l'Eglise catholique au contrôle de l'Etat, initie des passions politico-religieuses qui atteindront leur paroxysme en 1847, avec la guerre du Sonderbund. Dans le canton d'Argovie en 1841, c'est à la suite d'une votation libre et régulière, à propos d'une

révision de la Constitution cantonale impliquant la suppression de la parité confessionnelle, que les populations catholiques se soulèvent contre le gouvernement cantonal radical. Celui-ci – c'est normal – rétablit l'ordre mais, dans la foulée, supprime huit couvents sis sur le territoire cantonal, ce qui est absolument contraire au Pacte de 1815. Après deux ans, la Diète, où les conservateurs sont en minorité, finit par « enterrer » le problème, sans le résoudre.

En 1844, la décision du gouvernement lucernois de faire appel aux Jésuites, pour enseigner au séminaire n'est sans doute pas innocente. Ne révèle-t-elle pas une volonté de provocation ? A Lucerne ne sait-on pas que les Jésuites passent aux yeux des radicaux pour des réactionnaires qui empêchent le progrès ? Certains milieux conservateurs ne sont d'ailleurs pas favorables aux Jésuites. Quoi qu'il en soit, cette décision favorise des discours démagogiques destinés à enflammer les masses radicales. La question des Jésuites s'avère un thème de propagande mobilisateur, qui légitime une politique de force permettant de déboucher à terme sur la création d'un Etat fédératif suisse.

A deux reprises (8 décembre 1844 et 1^{er} avril 1845), des corps-francs recourent à une violence qui ne cherche même plus de justifications politiques ou juridiques. Des bandes ar-

mées, que les gouvernements de cantons voisins soutiennent officieusement, tentent de renverser le gouvernement conservateur légal du canton de Lucerne. En 1845, les corps-francs sont près de onze mille, emmenés par Johann-Ulrich Ochsenbein qui, deux ans plus tard, présidera le gouvernement cantonal radical bernois. L'expédition se termine mal pour les corps-francs : échec total et une centaine de morts. Les troupes lucernoises n'ont pas eu grand-peine à disperser ces bandes armées...

Dans ce contexte explosif, la Diète, conférence d'ambassadeurs votant sur instructions de leur gouvernement cantonal, s'avère incapable de faire respecter l'état de droit. Cette paralysie aggrave les passions des populations catholiques qui s'estiment les victimes de cet état de fait. Ces expéditions renforcent la solidarité catholique. Les paysans, les gens simples se considèrent comme des « soldats de la foi », prêts à se battre pour leur religion contre l'agression de forces « diaboliques ».

Si l'alliance du Sonderbund viole les articles 4 et 8 du Pacte de 1815, c'est pourtant la première violation formelle du droit fédéral par les cantons conservateurs ; cette « entorse » ne fait que s'ajouter à celles commises précédemment par les radicaux. En réalité, les causes profondes de l'alliance et de la guerre du Sonderbund sont d'ordre politique. Le vérita-

ble enjeu, c'est la révision du Pacte fédéral et la création d'un Etat fédératif. Toutes proportions gardées, ce conflit a des similitudes avec la guerre de Sécession aux Etats-Unis. Guerre de religion, premier Kulturkampf, guerre de sécession ou guerre civile, il y a de tout cela dans le conflit armé de 1847.

La modération des radicaux

Lorsqu'ils évoquent la période qui suit immédiatement la guerre du Sonderbund et le passage à l'Etat fédératif, les historiens de toutes tendances parlent du « miracle » de 1848, miracle au sens laïc du terme, c'est-à-dire situation que rien ne laissait présager. Les haines s'apaisent rapidement. Les conservateurs, qui ont pourtant subi deux défaites (militaire en décembre 1847, politique lors de la votation sur la Constitution fédérale en 1848), ne vont jamais remettre en cause les nouvelles institutions et collaboreront avec la majorité dans les moments de crise, particulièrement en 1856, lors de l'affaire de Neuchâtel.

Les radicaux ont su se montrer modérés dans la conduite de la guerre et dans la mise au point de la nouvelle Constitution fédérale. Ainsi Gonzague de Reynold, héraut catholique et conservateur, peut écrire dans ses *Mémoires* : « Du point de vue militaire, la guerre du Sonderbund fut heureuse pour la Suisse

Dufour, commandant en chef des troupes fédérales

Protestant fervent, conservateur, traditionaliste mais pas réactionnaire, le colonel fédéral Guillaume-Henri Dufour se montre insensible aux passions politiques ; il n'éprouve aucune aversion pour le catholicisme ; il désapprouve autant les outrances des radicaux que celles des ultramontains ou des prêtres fanatiques.

Les ambassadeurs radicaux à la Diète connaissent bien ses positions, lorsqu'ils l'élisent comme commandant en chef des troupes fédérales le 21 octobre 1847 (les radicaux romands n'ont pas soutenu sa candidature). Ils acceptent aussi que le général choisisse librement les commandants des six divisions, ses subordonnés directs. Trois d'entre eux appartiennent à la tendance conservatrice protestante, deux à la tendance catholique libérale, un (Ochsenein) à la tendance radicale. La majorité des radicaux considèrent l'intervention militaire et l'usage limité de la force comme un moyen de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve la révision du Pacte fédéral, donc la création d'un Etat fédératif. Pour eux, il ne s'agit pas de porter atteinte à la liberté de culte ou d'éliminer le courant conservateur !

La stratégie de Dufour consiste à limiter les affrontements, afin que le sang répandu ne génère pas des haines inextinguibles. Dans ses premières instructions, il rappelle à ses divisionnaires que leurs troupes ne doivent pas oublier qu'elles interviennent contre des confédérés qu'il s'agit « de ramener par la douceur », qu'il faut éviter à tout prix la « violation des églises (...), pour faire disparaître si possible le caractère confessionnel que l'on s'efforce de donner à cette guerre. » Il sait que, pour beaucoup de soldats dans les troupes fédérales, la campagne du Sonderbund est une occasion de règlement de compte, de razzia et de pillage, d'autant plus qu'on y trouve beaucoup de radicaux « durs », en particulier d'anciens corps-francs. Mais il y a aussi, dans les troupes fédérales, de nombreux catholiques qui marchent à contre-cœur.

(...). En 1847, il n'y avait point en présence deux partis seulement, l'un national et l'autre s'appuyant sur l'étranger ; il y en avait trois : celui des révolutionnaires, celui des catholiques et celui des nationaux. La victoire du Sonderbund aurait peut-être provoqué le démembrement de la Suisse, la victoire des révolutionnaires l'eût sûrement

fait disparaître dans une internationale européenne ; celle des nationaux l'a sauvée. Cette victoire les nationaux l'ont remportée sur eux-mêmes en éliminant leurs fanatiques. en éliminant les leurs, les catholiques ont su se porter plus tard à la rencontre des nationaux. »

H. W.